



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 40 du 30 décembre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 30 décembre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1595
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	1595
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	1595
Arrêté du 17 décembre 2013 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune de VILLERS LA CHEVRE - Année 2014	1595
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1595
CABINET.....	1595
Bureau du cabinet.....	1595
Arrêté préfectoral portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1er janvier 2014.....	1595
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1596
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1596
Arrêté du 16 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulou et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt.....	1596
Arrêté du 16 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény	1597
Arrêté du 16 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze.....	1598
Arrêté du 18 décembre 2013 modifiant l'arrêté 23 octobre 2013 fixant la nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire au sein de la communauté de communes Moselle et Madon, avec la commune de SEXEY AUX FORGES.....	1598
Arrêté du 20 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont à compter du 1er janvier 2014.....	1599
Arrêté du 27 décembre 2013 autorisant l'extension des compétences du syndicat intercommunal scolaire des Tailles au périscolaire et à la cantine et modifiant les statuts en conséquence.....	1600
Arrêté du 27 décembre 2013 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique « La clé des champs » à compter du 1er janvier 2014	1601
Arrêté du 27 décembre 2013 autorisant la dissolution du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson au 31 décembre 2013.....	1601
Arrêté du 27 décembre 2013 modifiant l'article 3 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény complété par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2013 lui attribuant le nom de « communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson ».....	1602
Arrêté du 27 décembre 2013 prononçant la dissolution de la communauté de communes du Saintois au Vermois à compter du 1er janvier 2014 et fixant les modalités de cette dissolution.....	1605
Bureau des procédures environnementales.....	1606
Arrêté du 18 novembre 2013 autorisant la mutation de la concession de mines de sel et sources salées dite « Concession de Dombasle » à la société Solvay Carbonate France (Meurthe-et-Moselle).....	1606
Décision du 19 décembre 2013 relative à la commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle	1606
PREFECTURE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1607
Bureau des procédures environnementales / Environnement-eau-biodiversité.....	1607
Arrêté portant dérogation à l'arrêté du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en œuvre en Meurthe-et-Moselle en vue de la réduction de la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.....	1607
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1608
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1608
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1608
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1402 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1608
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015.....	1608
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1403 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1609
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023.....	1609
Arrêté ARS - DT 54 N° 2013-1404 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1610
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155.....	1610
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1405 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOISSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1611
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296.....	1611
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1406 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1612
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070.....	1612
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1407 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1613
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668.....	1613
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1408 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1614
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104.....	1614
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1409 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1614
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138.....	1614
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1410 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1615
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286.....	1615
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1411 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1616
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072.....	1616
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1412 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1617
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395.....	1617
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1413 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013.....	1618
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163.....	1618
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT, ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1619
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	1619
Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-114 du 17 décembre 2013 autorisant à déroger à l'interdiction de destruction de spécimens d'espèces animales protégées (insectes).....	1619

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1621
METROLOGIE.....	1621
Décision de renouvellement d'agrément n° 13.16.271.011.1 du 18 décembre 2013 portant renouvellement de la décision n° 09.16.271.021.1 du 18 décembre 2009.....	1621
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1621
Décision d'agrément du 13 décembre 2013 d'une entreprise solidaire à PONT-SAINT-VINCENT au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1621
Décision d'agrément de renouvellement du 17 décembre 2013 d'une entreprise solidaire à ART-SUR-MEURTHE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1622
Décision d'agrément du 24 décembre 2013 d'une entreprise solidaire à NANCY au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1622
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1622
AGRICULTURE FORÊT CHASSE	1622
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Année 2013.....	1622
Arrêté préfectoral 2013/DDT54/AFC/Association foncière/421, du 6 décembre 2013, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de PRENY ...	1623
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	1623
Arrêté de subdélégation de signature du 18 décembre 2013 (ordonnateur secondaire et marchés).....	1623
AUTRES SERVICES.....	1624
L'AUTRE CANAL.....	1624
Délibération N° 095-2013 du 18 décembre 2013 - Décision modificative n°2-2013.....	1624
Délibération N° 096-2013 du 18 décembre 2013 – Budget primitif 2014.....	1626
Délibération N° 097-2013 du 18 décembre 2013 - Contrat d'objectifs 2014-2016.....	1627

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**

Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales

Arrêté du 17 décembre 2013 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune de VILLERS LA CHEVRE - Année 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Électoral, notamment les articles L.17, R.24 et R.40,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2013 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, Sous-Préfet de BRIEY,

VU la demande du maire de VILLERS LA CHEVRE en date du 6 décembre 2013,

CONSIDERANT que le bureau de vote unique, initialement situé 5 rue du 25ème R.A. s'avère trop exigu,

ARRETE

Article 1er - Le bureau de vote unique de la commune de VILLERS LA CHEVRE est établi à la salle socio-culturelle, sise 3 rue des Écoles.

Article 2 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le Maire de VILLERS LA CHEVRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 17 décembre 2013

Le Sous-Préfet,
François PROISY

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET**

Bureau du cabinet

Arrêté préfectoral portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1er janvier 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics, modifié par les décrets des 1er juillet 1922 et 17 mars 1924,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics,

VU l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant les conditions d'application du décret du 1er mai 1897 modifié instituant les médailles d'honneur en faveur des personnels d'exploitation du ministère de l'équipement,

VU l'article 1er du décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 et portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics par le préfet du département territorialement compétent,

SUR proposition du Sous-Préfet, Directeur de cabinet,

ARRETE

Article 1er - La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur Thierry MATUCHET

Technicien supérieur

67 rue du canal de la forge

52100 SAINT-DIZIER

- Monsieur Charly CONTET

Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE

29 ter rue du Dr Schweitzer

57130 ARS-SUR-MOSELLE

- Monsieur Philippe BERTRAND

Ouvrier des parcs et ateliers spécialiste B

2 rue du lieutenant Clerc

54112 ALLAMPS

- Monsieur François GAUDRON

Ouvrier des parcs et ateliers spécialiste A

2 route de Maixe

54370 EINVILLE

- Monsieur Alain PONCELET

Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE

34 quai Aristide Briand

08800 MONTHERME

- Monsieur Pascal GIROUD

Technicien supérieur

33 petite rue

55170 ANCERVILLE

- Monsieur Jean DETHOREY

Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE

605 avenue du Colonel Péchot

54200 TOUL

- Monsieur Didier BELBEZIER

Chef d'équipe d'exploitation

22 rue de la Mouline

88200 REMIREMONT

- Monsieur Jean-Joseph BOLLI
Chef d'équipe d'exploitation principal
9 rue Louis Girard
57070 MEY

- Monsieur Reynald CHARTON
Agent d'équipe spécialisé
2 rue des Marais
51290 ARZILLIERES NEUVILLE

- Monsieur Marcel JUSSIT
Agent d'équipe spécialisé
5 A rue des Pierres
57800 FREYMING MERLEBACH

- Monsieur Jean-Claude KOCH
Chef d'équipe d'exploitation principal
5 rue Leclerc
67300 SCHILTIGHEIM

- Monsieur Hervé LAGILLE
Technicien supérieur
3 rue des Tilleuls
51470 SAINT MEMMIE

- Monsieur Robert PERUTA
Technicien supérieur
5 rue du Printemps
67330 DOSSENHEIM S/ZINSEL

- Monsieur Christian WEYANDT
Agent d'équipe spécialisé
rue du Berger
57800 COCHEREN

Article 2 - Le Sous-Préfet, Directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.
Nancy, le 20 novembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 16 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;
VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;
VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt ;
VU la lettre de la présidente de la communauté de communes du Toulais en date du 13 novembre 2013 par laquelle elle informe le préfet de la volonté des élus de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye de conserver le nom de « communauté de communes du Toulais » pour la nouvelle communauté de communes et de maintenir le siège social rue du Mémorial du Génie à Ecrouves (54200) ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt est remplacé comme suit :

« ARTICLE 1er: Est autorisée à compter du 1er janvier 2014, entre les communes d'Andilly, Ansauville, Biqueley, Boucq, Bouvron, Bruley, Charmes-La-Côte, Chaudeney-sur-Moselle, Choley-Ménillot, Domèvre-en-Haye, Domgermain, Dommartin-lès-Toul, Ecrouves, Foug, Grosrouvres, Gye, Hamonville, Lagney, Laneuveville-derrière-Foug, Lay-Saint-Remy, Lucey, Manoncourt-en-Woëvre, Manonville, Méné-la Tour, Minerville, Noviant-aux-Prés, Pagny-derrière-Barine, Pierre-la-Treiche, Royaumeix, Sanzey, Toul, Tremblecourt et Trondes la création d'une communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt.

Cette communauté de communes reprend le nom de « Communauté de communes du Toulais ».

Le siège pourra faire l'objet d'une modification statutaire ultérieure.

Article 2 - L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt. est remplacé comme suit :

« ARTICLE 4 : Le siège de la communauté de communes du Toulais est situé rue du Mémorial du Génie à Ecrouves (54200). »

Le siège pourra faire l'objet d'une modification statutaire ultérieure.

Article 3 - L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt. est remplacé comme suit :

« ARTICLE 6 : Le receveur de la communauté de communes du Toulais est le trésorier de Toul-Collectivités »

Article 4 - L'actif et le passif de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des Côtes en Haye sont transférés à la nouvelle communauté de communes du Toulais.

Article 5 - Les budgets annexes actuels :

« Service assainissement » de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye,.

« Ordures ménagères » de la communauté de communes du Toulais.
« ZAR Noviant » de la communauté de communes des côtes en Haye,
sont repris par la nouvelle communauté de communes du Toulais.

Article 6 - La régie de recettes et d'avance « OVIVE » (Piscine d'Écrouves) et la régie de recettes « déchetterie communautaire » de la communauté de communes du Toulais actuelle sont maintenues jusqu'à la création de nouvelles régies par la nouvelle communauté de communes du Toulais.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et aux présidents des collectivités concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 décembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 16 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény ;

VU les délibérations concordantes des communes d'Atton (24 août 2013), Autreville-sur-Moselle (24/06/2013), Belleville (07/06/2013), Bezaumont (30/05/2013), Blénod-lès-Pont-à-Mousson (27/06/2013), Bouxières-sous-Froidmont (20/06/2013), Champey-sur-Moselle (04/06/2013), Dieulouard (13/06/2013), Gézoncourt (04/07/2013), Jezainville (27/06/2013), Landremont (10/06/2013), Lesménils (29/06/2013), Loisy (27/06/2013), Maidières (17/06/2013), Martincourt (28/06/2013), Montauville (03/07/2013), Morville-sur-Seille (13/06/2013), Mousson (27/06/2013), Norroy-lès-Pont-à-Mousson (26/06/2013), Pagny-sur-Moselle (26/06/2013), Pont-à-Mousson (25/06/2013), Port-sur-Seille (04/06/2013), Sainte-Geneviève (18/06/2013), Vandières (31/05/2013), Ville-au-Val (21/06/2013), Villers-en-Haye (14/06/2013), Villers-sous-Prény (17/06/2013) et Vittonville (24/06/2013) se prononçant sur le nom et l'adresse du siège social de la communauté de communes ;

VU la délibération de la commune de Griscourt (16/07/2013) favorable au nom de la communauté de communes mais ne se prononçant pas sur l'adresse du siège social ;

VU les délibérations des communes de Rogéville (17/06/2013) et de Rosières-en-Haye (02/07/2013) refusant la proposition de nom et d'adresse du siège social de la communauté de communes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény est remplacé comme suit :

« Est autorisée à compter du 1er janvier 2014, entre les communes d'Atton, Autreville-sur-Moselle, Belleville, Bezaumont, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Bouxières-sous-Froidmont, Champey-sur-Moselle, Dieulouard, Gézoncourt, Griscourt, Jezainville, Landremont, Lesménils, Loisy, Maidières, Martincourt, Montauville, Morville-sur-Seille, Mousson, Norroy-lès-Pont-à-Mousson, Pagny-sur-Moselle, Pont-à-Mousson, Port-sur-Seille, Rogéville, Rosières-en-Haye, Sainte-Geneviève, Vandières, Ville-au-Val, Villers-en-Haye, Villers-sous-Prény et Vittonville la création d'une communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény.

Cette communauté de communes est dénommée « Communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson ».

Article 2 - L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény est remplacé comme suit :

« ARTICLE 4 : Le siège de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson est fixé au Domaine de Charmilly à Pont-à-Mousson (54700) »

Article 3 - L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény est remplacé comme suit :

« ARTICLE 6 : Le receveur de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson est le comptable de Pont-à-Mousson. ».

Article 4 - L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény est remplacé comme suit :

« ARTICLE 7 : L'actif et le passif de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch sont transférés à la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson »

Article 5 - Les budgets annexes actuels à savoir :

« ZI ATTON » (940) et « transports » (939) de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson,

« SPANC » (764) et « ZAC de la Ferrière » (767) de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch,

sont repris par la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson.

Les budgets annexes « ordures ménagères » de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch (933) et de la communauté de communes du grand Valmon (934) sont repris dans un budget annexe unique par la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson.

Article 6 - Les régies de recettes :

"piscine" de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson,

"tickets restaurant CC" de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson,

"espace forme" communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson,
"culture" de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson,
"transports urbains" de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson,
"manifestations diverses" de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch
"projet éducatif local" de la communauté de communes des valls de Moselle et de l'Esch
La régie d'avances et de recettes "cartes déchetteries" du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson, sont maintenues jusqu'à la création de nouvelles par la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson.
Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents et aux maires des collectivités concernées ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 16 décembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 16 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;
VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;
VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze à compter du 1er janvier 2014 ;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze en date du 15 novembre 2013 proposant une dénomination et une adresse pour le siège social de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze ;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Badonvillois en date du 27 novembre 2013 proposant une dénomination et une adresse pour le siège social de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze est remplacé comme suit :

« Article 1er : Est autorisée à compter du 1er janvier 2014, entre les communes d'Angomont, Badonviller, Bertrambois, Bréménil, Cirey-sur-Vezouze, Fenneviller, Montigny, Neufmaisons, Neuville-lès-Badonviller, Parux, Petitmont, Pexonne, Saint-Maurice-aux-Forges, Sainte-Pôle, Saint-Sauveur, Tanconville et Val-et-Châtillon la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze.

Cette communauté de communes prend la dénomination de « Communauté de communes du Piémont Vosgien. »

Le nom pourra faire l'objet d'une modification statutaire ultérieure.

Article 2 - L'article 5 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze est remplacé comme suit :

« Article 5 : Le siège de la communauté de communes du Piémont Vosgien est situé 1, avenue du Colonel de la Horie à Badonviller (54540)

Le siège pourra faire l'objet d'une modification statutaire ultérieure

Article 3 - L'article 6 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze est remplacé comme suit :

« Article 6 : Le trésorier de la communauté de communes du Piémont Vosgien est le comptable de Blamont - Cirey. »

Article 4 - L'article 7 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze est remplacé comme suit :

« Article 7 : L'actif et le passif de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze sont transférés à la communauté de communes du Piémont Vosgien. »

Article 5 - Les budgets annexes actuels

« Ordures ménagères » de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze,

« Centre multi-accueil » de la communauté de communes du Badonvillois,

« Chambre funéraire » de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze,

sont repris par la communauté de communes du Piémont Vosgien.

Article 6 - Les régies de recettes « accueil périscolaire » et « vente de composteurs » de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze sont maintenues jusqu'à la création de nouvelles régies par la communauté de communes du Piémont Vosgien.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 décembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 18 décembre 2013 modifiant l'arrêté 23 octobre 2013 fixant la nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire au sein de la communauté de communes Moselle et Madon, avec la commune de SEXEY AUX FORGES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;
VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;
VU la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;
VU la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2000 transformant le district urbain de Neuves-Maisons en communauté de communes de Neuves-Maisons ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 autorisant le changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes Moselle et Madon » ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 fixant la nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire au sein de la communauté de communes Moselle et Madon, sans la commune de Sexey-aux-Forges, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 22 novembre 2013 autorisant l'adhésion de la communes de Sexey-aux-Forges à la communauté de communes Moselle-et-Madon suite à son retrait de la communauté communes du pays de Colombey et du sud Toulinois ;

VU la délibération 2013_54 du 11 avril 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon proposant un accord local à 45 délégués, tel que prévu au 2ème alinéa du I de l'article 5211-6-1 du CGCT portant sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes Moselle et Madon approuvant cet accord local ;

Bainville-sur-Madon (3 mai 2013)

Chaligny (19 juin 2013)

Chavigny (24 mai 2013)

Flavigny-sur-Moselle (26 juin 2013)

Méreville (14 juin 2013)

Neuves-Maisons (21 juin 2013)

Pierreville (15 juillet 2013)

Pont-Saint-Vincent (7 juin 2013)

Pulligny (21 juin 2013)

Richardménéil (27 juin 2013)

Sexey-aux-forges (31 mai 2013)

VU les délibérations des communes de Maizières (9 juillet 2013), Maron (22 juillet 2013), Marthemont (14 juin 2013), Viterne (29 août 2013) et Xeuilley (30 août 2013) refusant cet accord local ;

VU l'absence de délibération des communes de Frolois, Messein et Thélod sur un accord local à 45 délégués ;

CONSIDERANT que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 fixant la nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire au sein de la communauté de communes Moselle et Madon, sans la commune de Sexey-aux-Forges, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux est remplacé comme suit :

« Article 1er : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseillers communaux au sein du conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon est fixé à 45. »

Article 2 - L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 fixant la nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire au sein de la communauté de communes Moselle et Madon, sans la commune de Sexey-aux-Forges, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux est remplacé comme suit :

« Article 2 : La répartition des sièges de conseillers communaux entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Bainville-sur-Madon (2 sièges)

Chaligny (5 sièges)

Chavigny (2 sièges)

Flavigny-sur-Moselle (2 sièges)

Frolois (1 siège)

Maizières (1 siège)

Maron (1 siège)

Marthemont (1 siège)

Méreville (2 sièges)

Messein (3 sièges)

Neuves-Maisons (11 sièges)

Pierreville (1 siège)

Pont-Saint-Vincent (3 sièges)

Pulligny (2 sièges)

Richardménéil (4 sièges)

Sexey-aux-Forges (1 siège)

Thélod (1 siège)

Viterne (1 siège)

Xeuilley (1 siège) »

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 décembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 20 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont à compter du 1er janvier 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont à compter du 1er janvier 2014 ;

VU les délibérations des communes de Baslieux (02/12/2013), Bazailles (04/12/2013), Beuveille (09/12/2013), Boismont (28/11/2013), Charency-Vezin (29/11/2013), Colmey (10/12/2013), Doncourt-lès-Longuyon (07/12/2013), Épiez-sur-Chiers (29/11/2013), Fresnois-la-Montagne (10/12/2013), Grand-Failly (13/12/2013), Han-devant-Pierrepont (05/12/2013), Longuyon (14/12/2013), Montigny-sur-Chiers (10/12/2013), Othe (04/12/2013), Petit-Failly (13/12/2013), Pierrepont (12/12/2013), Saint-Jean-lès-Longuyon (12/12/2013), Saint-Pancré (09/12/2013), Saint-Suppellet (25/11/2013), Tellancourt (10/12/2013), Ville-au-Montois (06/12/2013), Ville-Houdlémont (13/12/2013), Villers-la-Chèvre (10/12/2013), Villette (05/12/2013) et Viviers-sur-Chiers (06/12/2013) se prononçant sur la dénomination et le siège de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces délibérations aucune majorité qualifiée ne se dégage pour attribuer un nom et une adresse de siège à la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont et qu'il est nécessaire de disposer d'un nom et d'un siège pour exercer les compétences qui lui sont conférées à partir du 1er janvier 2014 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'article 1er de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont est remplacé comme suit :

« Article 1er: Est autorisée à compter du 1er janvier 2014, entre les communes d'Allondrelle-la-Malmaison, Baslieux, Bazailles, Beuville, Boismont, Charency-Vezin, Colmey, Doncourt-lès-Longuyon, Épiez-sur-Chiers, Fresnois-la-Montagne, Grand-Failly, Han-devant-Pierrepont, Longuyon, Montigny-sur-Chiers, Othe, Petit-Failly, Pierrepont, Saint-Jean-lès-Longuyon, Saint-Pancré, Saint-Supplet, Tellancourt, Ville-au-Montois, Ville-Houdlémont, Villers-la-Chèvre, Villers-le-Rond, Villette et Viviers-sur-Chiers une communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont.

Cette commune porte la dénomination de « Communauté de communes du pays de Longuyon et des deux rivières »

Le nom pourra faire l'objet d'une modification statutaire ultérieure.

Article 2 - L'article 5 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont est remplacé comme suit :

« Article 5 : Le siège de la communauté de communes du pays de Longuyon et des deux rivières est situé à la mairie de Longuyon , 1 place de l'hôtel de ville à Longuyon (54260) »

Le siège pourra faire l'objet d'une modification statutaire ultérieure.

Article 3 - L'article 7 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont est remplacé comme suit :

« Article 7 : Le trésorier de la communauté de communes du pays de Longuyon et des deux rivières est le trésorier de Longuyon »

Article 4 - L'article 8 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont est remplacé comme suit :

« Article 8 : L'actif et du passif de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières sont transférés à la communauté de communes du pays de Longuyon et des deux rivières »

Article 5 - La régie de recettes « composteurs et récupérateurs d'eau » de la communauté de communes du pays de Longuyon est maintenue jusqu'à la création d'une nouvelle régie par la communauté de communes du pays de Longuyon et des deux rivières.

Article 6 - Les budgets annexes « Service assainissement » et « Ordures ménagères » de la communauté de communes des deux rivières sont repris par la communauté de communes du pays de Longuyon et des deux rivières.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents et maires des collectivités concernées ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 décembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 27 décembre 2013 autorisant l'extension des compétences du syndicat intercommunal scolaire des Tailles au périscolaire et à la cantine et modifiant les statuts en conséquence

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants, et L5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2007 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire (SIS) des Tailles ;

VU la délibération du comité syndical du SIS des Tailles en date du 2 décembre 2013 décidant d'étendre la compétence « Fonctionnement des services et oeuvres d'intérêt commun » au périscolaire et à la cantine ;

VU la lettre de notification de cette délibération aux communes membres du syndicat en date du 2 décembre 2013 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Bouzanville en date du 12 décembre 2013,

Diarville en date du 6 décembre 2013,

Forcelles-sous-Gugney en date du 11 décembre 2013,

Fraignes-en-Saintois en date du 13 décembre 2013,

Gugney en date du 9 décembre 2013,

Housséville en date du 6 décembre 2013,

CONSIDERANT que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - La compétence « Fonctionnement des services et oeuvres d'intérêt commun » du syndicat intercommunal scolaires des Tailles est étendue au périscolaire et à la cantine.

Article 2 - Les statuts du syndicat, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal scolaire des Tailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 27 décembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et au siège du syndicat

Arrêté du 27 décembre 2013 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique « La clé des champs » à compter du 1er janvier 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de ;
Ansauville en date du 19 décembre 2013,
Domèvre en Haye en date du 9 décembre 2013,
Grosrouvres en date du 10 décembre 2013,
Manoncourt-en-Woëvre en date du 6 décembre 2013,
Manonville en date 20 novembre 2013
Minorville en date du 3 décembre 2013,
Noviant-aux-Près en date du 9 décembre 2013,
Tremblecourt en date du 7 décembre 2013,
qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) appelé « Syndicat à Vocation Unique-La clé des Champs » ;
VU la proposition du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;
VU les statuts du syndicat ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - Est autorisée, à compter du 1er janvier 2014, entre les communes d'Ansauville, Domèvre-en-Haye, Grosrouvres, Manoncourt-en-Woëvre, Manonville, Minorville, Noviant-aux-Près et Tremblecourt la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique qui prend la dénomination de :

« Syndicat à vocation unique La Clé des Champs »

Article 2 : Le syndicat a pour objet le maintien et la gestion de la crèche halte garderie intercommunale de Manonville.

Pour mener à bien cette mission, le syndicat peut :

Créer tout service utile, administratif, technique, financier,

Recruter le personnel nécessaire,

Procéder aux acquisitions de matériel nécessaire au fonctionnement,

Participer aux réparations et entretiens courants des locaux mis à disposition par la commune de Manonville,

Développer des liens avec d'autres communes ou communautés de communes voisines (conventions),

Et toute autre action indispensable au bon fonctionnement de l'établissement ou à son développement

Article 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est situé à Manonville, 57 rue Saint Laurent (54385).

Article 5 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Les communes de plus de 400 habitants disposeront d'un délégué titulaire supplémentaire et d'un suppléant.

Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Thiaucourt.

Article 7 : Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 décembre 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Jean-François RAFFY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et au siège du syndicat

Arrêté du 27 décembre 2013 autorisant la dissolution du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson au 31 décembre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1 et L5212-33 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1994 autorisant la création du syndicat de construction et de gestion des déchetteries et points tri du secteur de Pont-à-Mousson ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2002 autorisant la transformation du syndicat en « syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson » ;
VU l'arrêté du 22 avril 2013 complété de l'arrêté du 16 décembre 2013 autorisant la création de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson ;
Vu les délibérations motivées des organes délibérants des collectivités suivantes :
Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson en date du 3 juillet 2013 ;
Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch en date du 3 juillet 2013,
Communauté de communes du Grand Valmon en date du 26 juin 2013,
Bouxières-sous-Froidmont en date du 20 juin 2013,
Champey sur Moselle en date du 6 août 2013,
Pagny-sur-Moselle en date du 26 juin 2013,
Vandières en date du 31 mai 2013,
Villers-sous-Prény en date du 28 juin 2013,
Vitonville en date du 24 juin 2013 ;
demandant la dissolution du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson au 31 décembre 2013 ;

CONSIDERANT que la majorité des conseils des collectivités membres du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson s'est prononcée favorablement sur la dissolution du syndicat au 31 décembre 2013 et que les dispositions de l'article L5212-33 du code général des collectivités territoriales peuvent s'appliquer ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - Le syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson est dissous au 31 décembre 2013.

Article 2 - L'actif et le passif du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson seront transférés à la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson.

Article 3 - Les conséquences financières de la dissolution du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson seront réglées par un accord amiable entre les collectivités membres ou, à défaut d'accord, par un arrêté complémentaire ultérieur.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents et maires des collectivités concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 décembre 2013

Le préfet,
pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY

Arrêté du 27 décembre 2013 modifiant l'article 3 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény complété par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2013 lui attribuant le nom de « communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény à compter du 1er janvier 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2013 complétant l'arrêté du 22 avril 2013 attribuant le nom de « communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson » à la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény ;

CONSIDERANT que les communautés de communes fusionnant disposent de compétences proches mais avec des rédactions différentes ;

CONSIDERANT que les communautés de communes ont constitué un comité de pilotage de la fusion pour proposer une écriture harmonisée des compétences aux fins d'en clarifier l'exercice ;

VU les délibérations des communes d'Atton (17/12/2013), Autreville-sur-Moselle (17/12/2013), Belleville (18/12/2013), Bezaumont (19/12/2013), Blénod-lès-Pont-à-Mousson (18/12/2013), Bouxières-sous-Froidmont (19/12/2013), Champey-sur-Moselle (10/12/2013), Dieulouard (19/12/2013), Gezoncourt (20/12/2013), Griscourt (19/12/2013), Jézainville (18/12/2013), Landremont (16/12/2013), Lesménils (18/12/2013), Loisy (12/12/2013), Maidières (16/12/2013), Martincourt (19/12/2013), Montauville (13/12/2013), Morville-sur-Seille (19/12/2013), Mousson (16/12/2013), Norroy-lès-Pont-à-Mousson (19/12/2013), Pagny-sur-Moselle (18/12/2013), Pont-à-Mousson (17/12/2013), Port-sur-Seille (19/12/2013), Sainte-Geneviève (17/12/2013), Ville-au-Val (19/12/2013), Villers-en-Haye (13/12/2013), Villers-sous-Prény (19/12/2013) et Vittonville (19/12/2013) validant cette proposition de rédaction ;

VU les délibérations des communes de Rogéville (19/12/2013) et de Rosières-en-Haye (19/12/2013) n'approuvant pas cette rédaction ;

CONSIDERANT que la majorité qualifiée exigée par l'article 60 III de la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'article 3 de l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény complété par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2013 lui attribuant le nom de « communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson » est remplacé comme suit :

« ARTICLE 3 : La communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson exerce les compétences suivantes :

1.Compétences obligatoires

1.1.En matière d'aménagement de l'espace

• Elaboration et suivi du schéma de cohérence territoriale (SCOT) et schéma de secteur. A cet effet, la communauté de communes est membre du syndicat mixte SCOT Sud Meurthe-et-Moselle ;

• Elaboration d'un schéma directeur local de développement et d'aménagement économique et touristique ;

• Adhésion au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement ;

• Mise en place, suivi et financement d'opérations de valorisation des vergers et création de circuits de découverte d'intérêt communautaire ;

• Mise en place et développement d'un système d'information géographique (SIG) ;

• Réalisation des études nécessaires à la mise à jour des besoins en matière de transports (Plan de déplacement urbain, enquêtes ménages)

•Création, aménagement et entretien de voies dédiées aux modes de circulations douces d'intérêt communautaire.

Intérêt communautaire :

Au titre de cette action d'intérêt communautaire relevant de l'aménagement de l'espace, l'intérêt communautaire sera redéfini dans un délai de deux ans à compter de la fusion, comme prévu par les textes.

• Zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire

Intérêt communautaire :

Sont d'intérêt communautaire :

La ZAC de l'Embise

Les zones futures inscrites faisant l'objet d'une délibération dans les conditions de fixation de l'intérêt communautaire et inscrites au schéma directeur des zones communautaires.

La communauté pourra adhérer aux structures existantes ou à créer concourant à l'aménagement de l'espace métropolitain sans reconsultation de ses membres (par exemple : ADEVAL, Pays du Val de Lorraine).

1.2. En matière de développement économique

1.2.1. Zones d'activité

La communauté est compétente pour l'aménagement, création et extension, l'entretien, et la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire

Intérêt communautaire :

Sont d'intérêt communautaire les zones déjà existantes et futures répondant aux critères suivants :

1/ Proximité des principales voies de communication (Moselle canalisée, réseaux ferrés, autoroute A31 etc...)

2/ Répond aux critères définis dans le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Meurthe-et-Mosellan des zones d'activités économiques.

Sont ainsi d'intérêt communautaire les zones suivantes :

- ZAC de la Ferrière à Dieulouard
- ZAC Prosper Cabirol à Belleville
- Zone artisanale de Loisy,
- Zone d'activité d'Atton,
- Zone de Lesménils (ZL 145 et 146)
- Zone de Scarpone (Dieulouard)
- Zone de la Bruyère (Belleville)
- Ancienne BA 136 de Rosières en Haye
- Zone de Vandières
- Zone régionale de Bouxières-Lesménils

1.2.2. Actions de développement économique d'intérêt communautaire.

La communauté est compétente pour la conduite d'actions de développement économique d'intérêt communautaire

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

1) Soutien et accompagnement à la création, à l'implantation d'entreprises ainsi qu'à la formation et à la promotion comprenant notamment :

le soutien au montage des dossiers administratifs et financiers des porteurs de projets,

l'accompagnement technique et politique des projets économiques,

la création, l'entretien et la gestion de locaux destinés à favoriser l'accueil d'entreprises tels des bâtiments relais ou des pépinières d'entreprises d'intérêt communautaire ou se situant dans les ZAC d'intérêt communautaire

l'adhésion auprès d'organismes de soutien à la création, à l'accompagnement des entreprises et à l'insertion (par exemple : ALACA, Mission locale, MTEF),

l'accompagnement des besoins des entreprises en matière de GRH (formation, recrutement,...) avec la coopération des organismes locaux en charge de la formation et de l'emploi.

2) Actions de promotion économique du territoire avec l'organisation d'événements ponctuels type « forum entreprises » ayant un rayonnement supracommunal

3) Actions et aides au maintien ainsi qu'au développement de services de proximité des services: la communauté définit ainsi une stratégie de développement commercial et favorise la mise en œuvre d'outils financiers (Fisac, ravalement façades, etc.)

4) Accompagnement des communes en charge de la dynamique commerciale.

5) Participation aux chantiers d'insertion par l'économie.

6) Reconversion de la base militaire de Toul-Rosières en pôle d'activités économiques.

2 Compétences optionnelles

2.1 Protection et mise en valeur de l'environnement

1) La communauté exerce en matière de protection et mise en valeur de l'environnement les compétences suivantes :

Entretien et mise en valeur des pelouses calcaires classées en ZNIEF.

Préservation des atouts naturels et paysagers de la Petite Suisse Lorraine

Actions et opérations de sauvegarde et de valorisation du patrimoine naturel d'intérêt communautaire

Sont d'intérêt communautaire

les gravières ENS de Dieulouard.

2) Entretien, gestion et aménagement des cours d'eau d'intérêt communautaire:

Sont d'intérêt communautaire les actions sur les cours d'eau :

- la Natagne,
- l'Esch,
- le Trey
- la Seille.

La Communauté de Communes se substituera aux communes membres du syndicat de la Seille.

3) La communauté créé, gère, entretien des parcours de santé d'intérêt communautaire.

Intérêt communautaire :

Est d'intérêt communautaire, le parcours de santé de la forêt de Puvenelle (Jézainville — Montauville).

2.2 Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés

Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés au sens des dispositions des articles L.2224-13 et suivants du CGCT.

2.3 Politique du logement et du cadre de vie

La communauté exerce en matière de politique du logement et du cadre de vie les actions suivantes :

Étude, réalisation et gestion de logements d'urgence et transitoires sur l'ensemble de la communauté de communes ;

Plan local de l'habitat (PLH)

Harmonisation de l'aménagement du territoire afin de favoriser une répartition équilibrée des logements individuels, collectifs, privés et sociaux, et améliorer l'offre d'habitat en s'appuyant sur les outils suivants : OPAH, aide au ravalement de façades, dispositifs pour lutter contre la précarité énergétique.

Développement de l'offre en matière d'habitat social par la prise en charge des garanties d'emprunts nécessaires à la réalisation de logements sociaux.

2.4 Voirie

La communauté créé, aménage, gère et entretien la voirie d'intérêt communautaire.

Sont d'intérêt communautaire :

Les voiries intérieures de liaison à la voie de desserte principale des zones de développement économique reconnues d'intérêt communautaire

2.5 Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire

La communauté est compétente pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire

Intérêt communautaire:

Sont d'intérêt communautaire les équipements suivants :

la piscine de PAM et ses activités annexes (espace forme) avec la prise en charge des entrées et des transports collectifs destinés aux écoles primaires élémentaires pendant le temps scolaire et aux accueils collectifs pour mineurs sur le temps extrascolaire. des médiathèques et bibliothèques publiques d'intérêt communautaire. Sont d'intérêts communautaires les équipements situés sur les communes suivantes :

- Loisy
- Dieulouard
- Pagny sur Moselle
- Jézainville
- Blénod
- Pont-à-Mousson
- Vandières
- le conservatoire Jean Wiener sis à Blénod lès Pont-à-Mousson

2.6 Action sociale

La communauté est compétente en matière d'action sociale d'intérêt communautaire

Intérêt communautaire:

Sont d'intérêt communautaire les compétences suivantes :

1) La petite enfance et les relais assistants maternels (RAM)

La communauté est intégralement compétente en la matière, à ce titre elle met en œuvre, gère et finance les outils, équipements et les moyens permettant de faire fonctionner un relais assistants maternels.

Elle assure la construction, gère, anime les équipements dédiés aux accueils collectifs de la Petite enfance

Elle apporte son soutien aux structures privées ou publiques tierces, organisatrices de services d'accueil de la Petite enfance (Structure multi accueil, crèche, halte-garderie)

2) Le projet éducatif local

A ce titre, la communauté met en œuvre et gère des activités sportives, culturelles et de loisirs s'inscrivant dans un Projet Educatif Local (PEL) à l'échelle du territoire communautaire.

3) Le soutien aux associations œuvrant au bénéfice du maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées.

4) Prévention de la délinquance

A ce titre, la communauté définit une politique intercommunale de prévention de la délinquance et de sécurité, en relation avec les communes dans le cadre des dispositifs contractuels (Conseil intercommunal pour la sécurité et la prévention de la délinquance notamment)

3 Compétences supplémentaires

3.1 Transports

La communauté est compétente sur le transport urbain au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi. Elle est à ce titre compétente également sur le transport scolaire.

3.2 Tourisme

La communauté est compétente en matière de tourisme, à ce titre elle conduit les actions suivantes :

Restauration, aménagement, gestion et animation de sites patrimoniaux, et des espaces d'eau à vocation touristiques : le château de Dieulouard (y compris ses dépendances dont ses gîtes), la zone d'accueil du public de Rosières en Haye ;

Les travaux d'aménagement de salles d'exposition permanente sur la valorisation et la promotion de la vallée de l'Esch, du château de Dieulouard et du Val de Lorraine dans l'enceinte du château de Dieulouard ;

Les actions de promotion du développement touristique communautaire, notamment :

- la création, gestion et animation de circuits touristiques ;
- l'élaboration et diffusion d'outils de communication unique à l'ensemble du territoire ;
- La signalisation touristique liée au développement et à l'aménagement touristique sur tout le territoire.

La participation aux coopérations interterritoriales.

les actions de professionnalisation et de formation à la promotion touristique :

l'accompagnement des associations et autres acteurs du territoire en charge de l'animation touristique dont l'Office du Tourisme ;

le recrutement et la formation d'animateurs.

les actions d'aménagement de zones touristiques nécessaire au développement et à l'attractivité du territoire : Elaboration et mise en œuvre de schémas de développement touristique global et local.

3.3 Valorisation du patrimoine culturel et touristique

La communauté est compétente en matière de valorisation du patrimoine culturel et touristique. A ce titre elle conduit les études, porte les travaux, assure l'entretien, des opérations de mise en valeur par l'illumination des édifices suivants :

Eglises, lavoirs, et fontaines des communes d'Atton, Blénod lès Pont-à-Mousson, Jézainville, Maidières, Montauville, Mousson, Morville sur Seille, Norroy lès Pont-à-Mousson, Pont-à-Mousson et Port sur Seille ;

Abbaye des Prémontrés ;

Place Duroc, sis à Pont-à-Mousson ;

Cour d'honneur de l'ancienne université de Pont A Mousson ;

Château de Mousson, uniquement les dépenses d'énergie ;

Chapelle Cazenove (Maidières).

3.4 Lieux de mémoire

Etude et mise en valeur des principaux vestiges du Bois le Prêtre (monument de la Croix des Carmes, tranchées dans un rayon de 10 mètres autour de la Croix, Maison Forestière et fontaine du père Hilarion, cimetière et les deux blockhaus de Norroy, monument de la Patte d'Oie), du monument du Grand Couronné, et du monument du Froidmont (Xon – Froidmont – blockhaus de Champey).

Participation aux travaux de classement du site par l'Etat.

3.5 Actions culturelles

En matière d'actions culturelles la communauté exerce les compétences suivantes ::

Soutien aux structures d'initiation et de perfectionnement à la musique : Conservatoire de musique, écoles de musiques

Soutien financier aux radios et cinémas locaux (notamment : Radio activité, cinémas Concorde et Jean Vilar)

Soutien financier aux manifestations culturelles dont le rayonnement dépasse le cadre intercommunal (Mousson d'été, festival East summerfest notamment)

Soutien financier auprès des écoles primaires élémentaires pour l'organisation de sorties ou d'activités pédagogiques à vocation culturelle (musées, cinémas, théâtre, fermes pédagogiques, ...)

Organisation de spectacles ou de séances de cinéma pour les scolaires (y compris les frais de transport)

Organisation, gestion, animation de manifestations culturelles ayant un rayonnement intercommunal et couvrant des objectifs éducatifs (lecture publique, initiation aux arts et à la musique)

3.6 Balayage mécanisé des voies

La communauté assure le balayage mécanisé des voies et rues publiques.

3.7 Aires d'accueil des gens du voyage

Création, extension, aménagement, entretien et gestion d'aires d'accueil et de grand passage pour les gens du voyage en conformité avec le schéma départemental de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage.

3.8 Fourrière animale

La communauté crée, aménage et gère une fourrière apte à l'accueil et à la garde des chiens, chats et autres animaux errants, abandonnés ou en état de divagation, jusqu'au terme des délais de garde.

3.9 Énergie

La communauté est compétente en matière d'électrification urbaine. Elle est autorité organisatrice et autorité concédante des réseaux publics de distribution d'électricité au sens des dispositions de l'article L. 2224-31 du CGCT.

3.10 Lutte contre les incendies (compétence antérieure à la loi du 3 mai 1996)

La communauté est compétente pour :

- La prise en charge du contingent incendie des communes adhérentes.
- La prise en charge des frais de repas des sapeurs-pompiers de garde (volontaires)
- La subvention à l'amicale ou association de sapeurs-pompiers dont le Centre de Secours est situé sur le territoire intercommunal.
- La prise en charge des loyers des sapeurs-pompiers volontaires (logements de la SAEIM – rue du Général Houdemon) en vertu des droits acquis sans renouvellement de ceux-ci.

4. Compétences en attente d'arbitrage communautaire

4.1 Les autres compétences ci-dessous énoncées sont exercées à compter du 1er janvier 2014 conformément à l'arrêté préfectoral de fusion du 22 avril 2013 en attente des décisions à prendre par le conseil de communautaire de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson conformément aux dispositions de l'article L5211-41-3 du CGCT :

l'aménagement des places, construction d'espaces de loisirs et de tourisme de proximité ;

la compétence scolaire et équipements scolaires issues de la communauté de communes du Froidmont ;

les sentiers de randonnées et de découvertes : cette compétence nécessitant une réflexion sur la stratégie globale en la matière.

Création et mise en place d'un accueil périscolaire : qui nécessite là aussi une réflexion au regard des évolutions du rythme des temps scolaires.

Au titre de la voirie d'intérêt communautaire : la restitution des placettes, places, voiries et aménagements sur les communes de la CCVME après la finalisation des opérations en cours.

Au titre de l'action sociale d'intérêt communautaire : l'organisation de classes de découverte, spectacles et toute question relative au contrat éducatif local, contrat Temps Libre.

Au titre de l'action sociale d'intérêt communautaire : Accompagnement financier et technique aux associations locales poursuivant une mission d'intérêt général.

En matière de politique du logement et du cadre de vie, la restitution de la compétence « actions en faveur de l'amélioration de la qualité visuelle et fonctionnelle de l'habitat sur l'espace communautaire. », » redondante avec certaines compétences ;

En matière d'environnement, la restitution de la compétence « Aide à la préservation du petit patrimoine historique et culturel local. » redondante avec certaines compétences ;

Assainissement collectif et non collectif ;

Le fleurissement ;

En matière de voirie, la restitution de la compétence « plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics. »

En matière de tourisme, la restitution de la compétence « Aménagement des gîtes ruraux et touristiques. » à l'exception des gîtes intégrés au château de Dieulouard comme sus-indiqué ;

Les compétences « mutualisation des personnels », « mise à disposition d'un parc de matériel » et « audit technique » qui ne relèvent plus depuis la loi n°2010-1563 d'une compétence mais de la mise en œuvre des outils de mutualisation. Cette restitution serait donc purement technique mais la communauté pourra toujours recourir aux outils de mutualisation prévus par les textes »

Le reste sans changement.

Article 2 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents et aux maires des collectivités concernées ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 décembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY

Arrêté du 27 décembre 2013 prononçant la dissolution de la communauté de communes du Saintois au Vermois à compter du 1er janvier 2014 et fixant les modalités de cette dissolution

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5214-28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant l'extension du périmètre de la communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois aux communes de Lupcourt, Saffais et Ville-en-Vermois, à compter du 1er janvier 2014, emportant retrait de ces communes de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant l'extension du périmètre de la communauté de communes Moselle et Madon aux communes de Flavigny-sur-Moselle, Frolois, Marthemont Méréville, Pierreville et Pulligny, à compter du 1er janvier 2014, emportant retrait des communes de Flavigny-sur-Moselle, Frolois, Méréville, Pierreville et Pulligny la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant l'extension du périmètre de la communauté de communes du Bayonnais aux communes de Tonnoy et Ferrières, à compter du 1er janvier 2014, emportant retrait de ces communes de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

CONSIDERANT que suite à l'extension de périmètre de ces 3 communautés de communes la communauté de communes du Saintois au Vermois ne comporte plus aucune commune membre et qu'elle doit être dissoute conformément aux dispositions de l'article L5214-28 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 28 octobre 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du Saintois au Vermois déterminant une clé de répartition entre les communes de l'actif et du passif de la communauté de communes

VU la convention entre la communauté de communes des pays du sel et du Vermois et les communes membres de la communauté de communes du Saintois au Vermois fixant les conditions de liquidation de la communauté de communes signée par tous les maires des

communes membres de la communauté de communes du Saintois au Vermois et par le président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois ,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - La communauté de communes du Saintois au Vermois est dissoute au 31 décembre 2013.

Article 2 - L'actif et le passif de la communauté de communes du Saintois au Vermois sont répartis entre les communes membres selon la clé de répartition suivante :

Lupcourt	3.79%
Frolois	8.75%
Méréville	17.00%
Pulligny	14.80%
Ville en Vermois	12.21%
Pierreville	3.33%
Tonnoy	7.97%
Saffais	1.16%
Flavigny sur Moselle	28.04%
Ferrières	2.95%

Cette clé de répartition s'applique à tous les comptes de la classe 1 inscrits sur la balance des comptes au 31/12/2013 ainsi qu'aux comptes 2031, 28031, 2128, 28128, 2152, 28152.

Pour les comptes 2041412, 2041482, 20422, 2145 pour la valeur brute d'acquisition et 28041412, 28041482, et 28152 pour le montant des amortissements déjà pratiqué la répartition se fera selon la destination de la dépense qui sera définie sur l'état de l'actif établi par le comptable au 31/12/2013.

Le compte 515 est réparti selon la clé de répartition, modulé des ventilations effectuées selon la destination des biens.

Article 3 - Un exemplaire de la convention entre la communauté de communes des pays du sel et du Vermois et les communes membres de la communauté de communes du Saintois au Vermois signée par tous les maires des communes membres de la communauté de communes du Saintois au Vermois et par le président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois restera annexé au présent arrêté.

Article 4 - Les biens et immeubles relatifs aux compétences des communautés de communes d'accueil sont transférés, pour chaque commune, à la communauté de communes d'accueil à savoir :

Les bennes à déchets verts, la plateforme de déchets pour la compétence « ordures ménagères »,

Les charges d'amortissement liées aux subventions destinées aux entreprises (FISAC et aide TPE),

Les charges d'amortissement aux subventions concernant l'habitat (subvention pour le ravalement de façades et les travaux d'isolation) pour la compétence « habitat ».

Article 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville, les présidents des communautés de communes du Sel et du Vermois, Moselle et Madon, du Bayonnais et du Saintois au Vermois sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 décembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY

La convention entre la communauté de communes des pays du sel et du Vermois et les communes membres de la communauté de communes du Saintois au Vermois citée en annexe est consultable en préfecture à la Direction de l'action locale Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 18 novembre 2013 autorisant la mutation de la concession de mines de sel et sources salées dite « Concession de Dombasle » à la société Solvay Carbonate France (Meurthe-et-Moselle)

Par arrêté du ministre du redressement productif en date du 18 novembre 2013, la mutation de la concession de mines de sel et sources salées dite « Concession de Dombasle » (Meurthe-et-Moselle) est autorisée au profit de la société Solvay Carbonate France sans que cette autorisation implique approbation des conditions financières de la mutation ou préjuge la valeur des mines.

Nota. — Le texte intégral de l'arrêté peut être consulté à la direction de l'eau et de la biodiversité, sous-direction de l'action territoriale et de la législation de l'eau et des matières premières (bureau de la législation des mines et des matières premières), arche de La Défense, paroi Sud, 92055 La Défense, ainsi que dans les bureaux de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, 2, rue Augustin-Fresnel, BP 95038, 57071 Metz Cedex 03.

Décision du 19 décembre 2013 relative à la commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle

VU le code de l'environnement et notamment ses articles D123-34 à D123-42 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-1236 du 4 octobre 2011, relatif à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011, portant renouvellement de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

Après examen des candidatures auquel elle a procédé le 25 novembre 2013, sous la présidence de M. Pierre VINCENT, magistrat près le tribunal administratif de NANCY ;

DECIDE

Article 1er – La liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2014 est annexée à la présente décision.

Article 2 – Cette liste pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, bureau des procédures environnementales.

Article 3 – Cette liste sera publiée au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Le RAA peut-être consulté sur le site internet de la préfecture.

Nancy, le 19 décembre 2013

Le Président du Tribunal Administratif et par délégation
le Président de la Commission,
Pierre VINCENT

LISTE D'APTITUDE 2014

Monsieur Jacques AUBERTIN, Retraité
Monsieur Alain BECONCINI, Retraité
Monsieur Riad BENELMIR, Professeur d'université
Monsieur Claude BESANCON, Retraité
Monsieur René BEUDIN, Retraité
Monsieur Jean-Jacques BIGORGNE, Retraité
Monsieur Dominique BISIAUX, Plasticien consultant
Monsieur Lionel BOURBIER, Retraité
Monsieur Denis BOXSTAEL, Géomètre-expert
Monsieur Yvon BUCHART, Retraité
Madame Guylène CAILLARD, Agent de voyage
Monsieur Claude CALAND, Retraité
Monsieur Antoine CAPUTO, Retraité
Monsieur Gérard CAUQUELIN, Retraité
Monsieur Raymond COLIN, Retraité
Madame Natacha COLLIN, Fonctionnaire territorial
Monsieur Alain CONRADT, Architecte DPLG
Madame Evelyne COTE-CHOSSELER, Ingénieur conseil en hydrologie
Monsieur Jean DHERINE, Maître de conférences consultant
Monsieur Serge DONNEN, Retraité
Monsieur Christian EULOGE, Retraité
Monsieur Guillaume FOTRE, Chargé d'études urbanisme et environnement
Monsieur Gilles GAUTHIER, Retraité
Monsieur Jean-Marie GAUTIER, Retraité
Monsieur Gérald GIL, Retraité
Monsieur Daniel GOUDOT, Expert-judiciaire
Monsieur Denis GRANDMOUGIN, Retraité
Monsieur Patrick GRANGE, Retraité
Monsieur Yves GRY, Professeur d'Université
Monsieur Jean-Jacques HARMAND, Retraité
Monsieur Gérard HYPOLITE, Agriculteur
Monsieur Francis JACOB, Retraité
Monsieur René JEUDY, Retraité
Madame Anne LAGORCE, Ingénieur d'Études
Monsieur Patrick LANG, Attaché territorial
Monsieur Jacques LANGLAIS, Retraité
Monsieur Claude LEMOINE, Retraité
Mademoiselle Claude LEUVREY, Ingénieur agronome, Gérante et directrice société études
Monsieur Alain LOUIS, Retraité
Monsieur Christian MANNCHOTT, Retraité ARS
Madame Françoise MARC, Retraitee
Madame Charlotte MOUGEOT, Assistante environnement
Monsieur Philippe MUCCHIELLI, Eco-conseiller
Monsieur Alain PALISSON, Retraité
Monsieur René-Vincent PEREZ, Retraité
Monsieur Michel-Ange PICARDAT, Architecte
Monsieur Michel PIERRE, Retraité
Monsieur Jean-Luc PLEIGNET, Retraité
Monsieur Jean-François REGNARD, Retraité
Monsieur Pierre REVOL, Hydrogéologue
Madame Danièle ROBERT, Retraitee
Monsieur Michel SCHUTZ, Retraité
Monsieur Dominique THIEBAUD, Ingénieur agronome
Monsieur Jean-François TRASSART, Consultant indépendant
Monsieur Pierre VERDEAUX, Ingénieur Ponts et Chaussées, Voies navigables de France
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT, Retraité
Monsieur Jean-Claude ZABALA, Retraité
Monsieur Christian ZAMBONI, Retraité

La présente liste arrêtée à 58 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de MEURTHE-et-MOSELLE pour l'année 2014, sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE (Direction de l'action locale – bureau des procédures environnementales).

PREFECTURE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Bureau des procédures environnementales / Environnement-eau-biodiversité

Arrêté portant dérogation à l'arrêté du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en œuvre en Meurthe-et-Moselle en vue de la réduction de la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates »,
VU le code de l'environnement, notamment ses articles R 211-75 à 84,
VU le décret n° 2013-786 du 28 août 2013 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
VU l'arrêté interministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,
VU l'arrêté interministériel du 1er août 2005 établissant les prescriptions minimales à mettre en œuvre en zone vulnérable et modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,
VU l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,
VU l'arrêté interministériel du 23 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,
VU l'arrêté interministériel du 20 décembre 2011 portant composition, organisation et fonctionnement du « groupe régional d'expertise nitrates » pour le programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,
VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 23 juillet 2007 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin - Meuse,
VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2013 portant dérogation à l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
VU l'arrêté SGAR n°2013-100 du préfet de la région lorraine du 30 avril 2013 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région lorraine,
VU le courrier de demande de dérogation au 4ème programme d'actions "nitrates" des représentants de la profession agricole en date du 18 novembre 2013.
VU l'article R211-81.5 du code de l'environnement permettant au préfet de département de déroger au programme d'action en cas de situations exceptionnelles
VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 19 décembre 2013,
CONSIDERANT les conditions exceptionnellement pluvieuses des mois de septembre et octobre 2013 et des 2 premières décades de novembre 2013
CONSIDERANT que ces conditions ont perturbé les chantiers de récolte, de semis et d'épandage des exploitations agricoles.
CONSIDERANT le fait que les dispositions prévues par le « I » de l'annexe « I – périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés » de l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 modifié et relatif au programme d'actions national sont entrées en vigueur le 01 septembre 2012,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Par dérogation à la disposition concernant la période du « 15 novembre au 15 janvier » d'interdiction d'épandage des fertilisants de type « II » sur les « les prairies de plus de 6 mois non paturées », précisée dans le tableau du 4° de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, l'épandage d'effluents peu chargés (moins de 0.5 kgN/m3) est autorisé dans la limite de 20 kg/ha d'azote efficace, sur prairie implantée depuis plus de 6 mois, du 15 novembre au 15 janvier.

Article 2 – Les effluents concernés sont les « eaux blanches, eaux vertes et purin » (en référence à la plaquette « Fumiers et lisiers : compositions et valorisations sur culture en Lorraine établie par la CRAL ») collectés et stockés de manière séparée des autres effluents d'élevage ou tout effluent pour lequel l'exploitant produira des analyses pouvant attester d'une teneur en azote inférieure au seuil de 0,5kgN/m3.

Article 3 – Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, ainsi que celles de l'arrêté du 7 octobre 2013 y portant dérogation, continuent de s'appliquer jusqu'au 31 août 2014, sans préjudice des autres textes réglementaires existants, notamment l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 et l'arrêté ministériel modificatif du 23 octobre 2013.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, et transmis pour affichage à toutes les communes incluses en zone vulnérable.

Article 5 – Une copie de l'arrêté sera adressée à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et au président de la chambre départementale d'agriculture.

Nancy, le 24 décembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1402 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 314 207 € soit :

- 1) 3 291 967 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 929 615 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 237 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 34 066 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 325 907 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 142 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
 - 2) 4 782 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
 - 3) 6 903 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
 - 4) 10 555 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 10 555 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1403 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 738 498 € soit :

1) 1 652 539 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 464 014 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

26 872 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

10 314 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

169 749 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 218 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 26 386 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 59 573 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS – DT 54 N° 2013-1404 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 846 463 € soit :

1) 1 788 078 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 599 943 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

25 331 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 547 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

156 533 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 724 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 24 763 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 33 622 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1405 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013 N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 594 293 € soit :

- 1) 594 268 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 525 826 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 15 298 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 18 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;
 - 52 671 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 455 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 25 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1406 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 572 264 € soit :

- 1) 2 463 687 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 141 431 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 44 043 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 790 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 271 537 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 886 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 68 468 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 40 109 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 – Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1407 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 141 531 € soit :

- 1) 141 531 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 141 531 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 – Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1408 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 216 099 € soit :

- 1) 216 099 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
130 672 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
84 199 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
1 228 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 – Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1409 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 878 923 € soit :

1) 27 271 130 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

24 177 432 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 87 470 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 931 112 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

7 711 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

29 846 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

37 559 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)

2) 2 744 951 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 804 090 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 58 752 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

52 612 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

6 140 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1410 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 960 370 € soit :

1) 3 434 660 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

3 226 080 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

206 405 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 175 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 519 084 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 4 361 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 265 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 265 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1411 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

AR R E T E

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 77 215 € soit :

1) 77 215 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
77 215 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1412 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 238 135 € soit :

1) 237 763 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

236 071 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 692 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 372 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1413 du 16 décembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2013, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY ;

ARRETE

Article 1er – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 902 260 € soit :

1) 2 600 468 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 375 203 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 9 226 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
215 698 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
341 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 23 695 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 276 187 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 1 910 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
1 910 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME.

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT, ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-114 du 17 décembre 2013 autorisant à déroger à l'interdiction de destruction de spécimens d'espèces animales protégées (insectes)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et L.411-2 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 7 mai 2013 formulée par la société GSM – secteur Lorraine et le dossier accompagné d'une note complémentaire transmis au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature le 21 novembre 2013 ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de la Protection de la Nature commission faune n°13/644 en date du 29 novembre 2013 ;

VU la consultation du public du 25 novembre 2013 au 10 décembre 2013 sur les sites internet de la Préfecture de Meurthe et Moselle (54) et de la DREAL Lorraine ;

CONSIDERANT que l'étude relative à l'évaluation des impacts du projet d'exploitation de carrière sur les espèces protégées a mis en évidence la présence de plusieurs espèces protégées sur le site du projet ;

CONSIDERANT que, malgré la mise en œuvre de mesures d'évitement et de réduction d'impact, il subsistera un risque de destruction de spécimens d'espèces animales protégées ;

CONSIDERANT que le projet d'exploitation de carrière correspond à des raisons impératives d'intérêt public majeur, notamment économiques, et ce en termes d'emplois ;

CONSIDERANT qu'il n'existe pas de solution technique pertinente et satisfaisante permettant d'éviter la destruction des spécimens d'insectes protégés en raison de leur localisation géographique ;

CONSIDERANT que les mesures de suppression, de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement présentées par le pétitionnaire dans la demande de dérogation sont satisfaisantes pour permettre le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDERANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de destruction de spécimens d'espèces animales protégées se trouvent ici réunies ;

SUR proposition de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine

ARRETE

Article 1er - Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est la société GSM secteur Lorraine – 26 rue des Erables BP30099 - 54183 HEILLECOURT, représentée par M. Marc BLANC, Directeur Régional.

Il est seul responsable du respect des dispositions correspondantes du présent arrêté.

Peuvent intervenir pour son compte, et sous sa responsabilité, les personnes/structures suivantes :

- les personnes et entreprises mandatées pour réaliser les travaux préparatoires, l'exploitation et le réaménagement faisant l'objet de la demande de dérogation ;

- toute structure ou personne ayant les compétences nécessaires en écologie et mandatée pour superviser ces opérations.

Article 2 - Nature de la dérogation

Le bénéficiaire défini à l'article 1 est autorisé, sous réserve du respect des modalités définies aux articles 4 et 5 du présent arrêté, à déroger aux interdictions de :

- destruction de spécimens adultes, d'œufs ou de larves de Cuivré des marais (*Lycaena dispar*) ;

- destruction de spécimens adultes, d'œufs ou de larves d'Agrion de mercure (*Coenagrion mercuriale*).

Article 3 - Localisation

Les dérogations aux interdictions listées à l'article 2 sont réalisées sur le territoire communal de Flavigny-sur-Moselle, département de la Meurthe et Moselle (54), aux lieux-dits « Sur le Mery » et « le Jard » (cf annexe n°1).

Article 4 - Conditions de la dérogation

Le dossier de demande de dérogation est consultable à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Lorraine - Service Ressources et Milieux Naturels.

4.1 Mesures d'évitement et de réduction :

- Interdiction des travaux sylvicoles entre le 1er mars et le 31 août (défrichement, déboisement, abattage, débroussaillage, toute intervention sur les haies et bosquets) ;

- Réalisation du comblement des étangs du Jard et de leurs abords immédiats uniquement entre les mois d'octobre et janvier pour éviter les impacts sur les amphibiens ;

- Interdiction, sur les zones hors projet, ainsi que sur les secteurs boisés et les friches en bordure du périmètre d'extraction, de tout stockage de matériaux, circulation, manœuvre et stationnement pour les engins de chantier et d'extraction de matériaux. Ces zones sont balisées avant le début des travaux et sont localisées dans l'annexe n°2.

- Cadrage des entreprises et suivi du chantier par une structure ou personne ayant les compétences nécessaires en écologie pour s'assurer du respect des dispositions du présent arrêté ;

- Fauche des supports de ponte au niveau du fossé contenant la population d'Agrion de mercure les deux années qui précèdent la destruction de ce fossé. La fauche est réalisée fin avril, avant l'émergence des larves.

- Limitation de la propagation des espèces végétales invasives :

- Balisage des secteurs concernés par la présence d'espèces végétales invasives avant le début des travaux. Les matériaux extraits de ces secteurs sont utilisés uniquement en couche profonde de remblaiement puis sont recouverts de terres dépourvues de ces espèces invasives ;

- Interdiction de prélèvement de matériaux en bordure de l'étang du Jard qui abrite de nombreuses espèces invasives ;

- Elimination de tout spécimen adulte de Robinier faux-acacia (dessouchage, puis incinération ou valorisation).

4.2 Mesures de compensation :

Lors du réaménagement coordonné à l'exploitation :

- Reconstitution d'un cours d'eau méandreux de 240 m de linéaire à partir des 3 émissaires agricoles présents. Ce cours d'eau est réalisé par la création d'un lit emboîté avec un sous lit mineur d'étiage, ainsi que la plantation sur les berges de plantes hélophytes. Il est réalisé dès la première année d'exploitation ;

- Création de milieux prairiaux mésophiles à hygrophiles sur 25 ha, à l'aide de semis d'espèces locales présentes en zone inondable et adaptées au niveau hydrique. Des pieds de Rumex spp, plantes hôtes du Cuivré des marais, sont transplantés sur ces milieux prairiaux pour favoriser l'installation de l'espèce ;

- Calendrier de réalisation des deux mesures ci-dessus adapté pour que ces milieux soient fonctionnels avant la destruction des habitats initiaux des deux espèces concernées par le présent arrêté (cf annexe n°3) ;

- Création de milieux aquatiques :

- un plan d'eau de 10 ha, avec des contours sinueux et un linéaire de 1400 m de berges en pente douce (inférieures à 30%) ;

- 8 dépressions humides pour une surface de 0,35 ha et situées à proximité de bosquets afin de permettre l'hivernage des amphibiens ;

- 3 îles, éloignées au maximum des berges du plan d'eau, avec des berges en pente douce (inférieures à 30%) et d'une surface totale de 0.15 ha ;

- Création de 8 ha de complexe de zones humides structurées selon le gradient hydrique, incluant les formations végétales suivantes : typhaie, caricaie, mégaphorbiaie et roselière ;

- Plantation de haies composées d'essences locales diversifiées et adaptées aux conditions stationnelles du site, sur un linéaire de 750 m, en périphérie du projet. Structure de la haie :

- Interdiction de planter des espèces invasives ou des espèces figurant dans l'arrêté du 12 août 1994 relatif à l'interdiction de plantation et de multiplication de certains végétaux sensibles au feu bactérien ;

- Les haies sont formées de grands et petits arbustes disposés en quinconce, sur 2 rangs ;

- Espacement d'environ 1m entre chaque rang ;

- Espacement d'environ 1,5 à 2m entre les différentes plantations d'un même rang.

- Les plantations sont réalisées dès la fin des travaux.

Les localisations des différentes mesures ci-dessus sont présentées dans l'annexe n°4.

- Mise en place d'un plan de gestion conservatoire, validé préalablement par la DREAL Lorraine, sur le site après réaménagement pour une durée minimale de 10 ans.

4.3 Mesures d'accompagnement :

- Rétablissement du chemin d'accès à la Moselle d'un linéaire de 325 m, situé entre les zones Ouest et Est du périmètre du projet ;

- Mise en place d'un tas de sable de minimum 2 m de hauteur pour l'Hirondelle de rivage ou le Guépier d'Europe, dans un secteur réservé à ces espèces. Ce tas de sable est mis en place avant le début de l'exploitation et éloigné d'au minimum 10 m de tous travaux. Le sable est remanié tous les ans avant la mi-mars afin d'éviter sa végétalisation ainsi que les problèmes liés au parasitisme. Une aire dégagée devant la structure est maintenue pour permettre l'envol des oiseaux ;

- Talutage des tas de sables présents sur le périmètre d'exploitation afin de les rendre non attractifs pour ces espèces. Le talutage est réalisé avant la mi-mars et aucun tas de sable ne reste inexploité sur ce périmètre de mi-mars à début septembre.

Article 5 - Modalités de suivi

Le bénéficiaire défini à l'article 1 de la présente dérogation fait réaliser à ses frais un suivi scientifique conduisant à un bilan écologique de l'efficacité des mesures 5 ans après la fin des travaux de réaménagement. Ce suivi devra être réalisé dans les conditions similaires à celui mené en 2009-2010 afin de pouvoir réaliser une analyse comparative et bénéficier d'un retour d'expériences.

Les résultats du bilan écologique sont envoyés à la DREAL Lorraine avant le 31 janvier 2040.

Par ailleurs, pendant l'exploitation, le bénéficiaire fait parvenir à la DREAL Lorraine un bilan du phasage d'exploitation et de la mise en œuvre des mesures de la première année d'exploitation, puis tous les 5 ans, avant le 31 janvier de l'année suivante.

Article 6 - Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 et 4 jusqu'au 31 décembre 2034.

Article 7 - Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 - Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 - Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 - Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,

- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 11 - Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

notifié à Monsieur le Directeur Régional de GSM secteur Lorraine ;

publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
 - Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine,
 - Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur territorial de l'Office national des forêts,
 - Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
 - Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
 - Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,
 - Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage,
 - Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe et Moselle.

Metz, le 17 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Régionale,
 Par subdélégation, la Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
 Marie-Pierre LAIGRE

Les annexes sont consultables à la DREAL Service Ressources et Milieux Naturels - 2 rue Augustin Fresnel à METZ.

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

METROLOGIE

Décision de renouvellement d'agrément n° 13.16.271.011.1 du 18 décembre 2013 portant renouvellement de la décision n° 09.16.271.021.1 du 18 décembre 2009

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement CEE n° 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, modifié notamment par le règlement CE du Conseil n° 2135/98 du 24 septembre 1998 ;
 VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
 VU l'arrêté du 31 décembre 2001 modifié pris pour application du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 susvisé, notamment son titre VI ;
 VU l'arrêté du 7 juillet 2004 modifié relatif aux modalités de contrôle des chronotachygraphes numériques, notamment ses articles 5, 7 et 16 ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 du 2 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 10/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la DIRECCTE Lorraine ;
 VU la décision n° D.MQN-LOR/n° 87-750 du 8 octobre 1987 du préfet du département de Meurthe-et-Moselle attribuant la marque d'identification H-54 à la société SAVARD POIDS LOURDS SERVICES ;
 VU la décision n° 06.16.271.001.1 du 4 janvier 2006 prononçant l'agrément de la société SAVARD POIDS LOURDS SERVICES, dont le siège est situé 24, rue de l'église - 54150 AVRIL, pour effectuer dans ses ateliers les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques, renouvelée par la décision n° 09.16.271.021.1 du 18 décembre 2009 ;
 CONSIDERANT la demande en date du 11 octobre 2013 de la société SAVARD POIDS LOURDS SERVICES, dont le siège est situé 24, rue de l'église - 54150 AVRIL, en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément ;
 VU l'attestation d'accréditation COFRAC N° 2-5358 en date du 15 octobre 2013 ;
 VU les conclusions de la visite du 25 novembre 2013 conduite par la DIRECCTE Lorraine ;
 SUR proposition de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

DECIDE

Article 1er - La présente décision renouvelle, jusqu'au 18 décembre 2017, les dispositions de la décision n° 06.16.271.001.1 du 4 janvier 2006 renouvelée, délivrée à la société SAVARD POIDS LOURDS SERVICES, dont le siège est situé 24, rue de l'église - 54150 AVRIL, pour effectuer dans ses ateliers les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques.

Article 2 - L'annexe à la décision n° 06.16.271.001.1 du 4 janvier 2006 susvisée est remplacée par celle jointe à la présente décision.

Article 3 - Cette décision peut être suspendue ou retirée à tout moment en cas de dysfonctionnement grave ou de manquement de la société à ses obligations réglementaires.

Article 4 - Au moins trois mois avant la date d'échéance de la présente décision la société SAVARD POIDS LOURDS SERVICES devra adresser sa demande de renouvellement d'agrément à l'autorité locale en charge de la métrologie légale.

Article 5 - La présente décision peut être déferée au tribunal administratif dans les deux mois à partir de sa notification ou de sa publication.

Metz, le 18 décembre 2013.

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Responsable du Pôle Concurrence, Consommation,
 Répression des Fraudes et Métrologie
 Christian JEANNOT

Annexe à la décision 13.16.271.011.1 du 18 décembre 2013

Liste des ateliers couverts par le présent agrément et numéros abrégés correspondants

Numéro d'agrément abrégé identifiant l'atelier	Nom	Adresse	Commentaires
061600101	SAVARD Poids Lourds Services	Rue Stanislas portail ouest 54310 HOMECOURT	Exclusion des véhicules à traction intégrale permanente

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision d'agrément du 13 décembre 2013 d'une entreprise solidaire à PONT-SAINT-VINCENT au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 28 novembre 2013 présentée par Madame Florence AEBY – Présidente de l'association CHERCHEURS DE SENS – Mairie - 76 rue Jean Jaurès – 54550 PONT-SAINT-VINCENT

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er - L'association CHERCHEURS DE SENS - Mairie - 76 rue Jean Jaurès – 54550 PONT-SAINT-VINCENT

SIRET 529 836 033 000 33 - code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 13 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément de renouvellement du 17 décembre 2013 d'une entreprise solidaire à ART-SUR-MEURTHE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 26 novembre 2013 présentée par Monsieur TRAMONTIN Yannick – Président de l'association du CENTRE AERE D'ART-SUR-MEURTHE - 36 avenue de la Chartreuse – 54510 ART-SUR-MEURTHE

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er - l'association du CENTRE AERE D'ART-SUR-MEURTHE - 36 avenue de la Chartreuse – 54510 ART-SUR-MEURTHE

SIRET 783 263 312 000 10 - code APE 5520Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 17 décembre 2013 jusqu'au 16 décembre 2018.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 17 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément du 24 décembre 2013 d'une entreprise solidaire à NANCY au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 19 décembre 2013 présentée par Monsieur MICHEL Fabien , président de UNITED SOCIAL BANK SAS – 45 rue de la Hache - 54000 NANCY

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er - UNITED SOCIAL BANK SAS – 45 rue de la Hache - 54000 NANCY

SIRET 798 134 425 000 15 code APE 6492 Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE FORÊT CHASSE

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Année 2013

Les barèmes d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles ont été fixés comme suit pour la campagne en cours :
Barèmes d'indemnisation (5^{ème} partie)

Maïs, tournesol et betterave

	Maïs grain	Maïs ensilage	Tournesol	Betterave
en €/q	12,30	2,80	31,90	2,63

	Raisin		
	Pinot noir	Auxerrois	Gamay
Vente en raisin (prix au kg)	1,75 €	1,55 €	1,35 €
Vente en raisin biologique (prix au kg)	2,26 €	2,00 €	1,76 €

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

Arrêté préfectoral 2013/DDT54/AFC/Association foncière/421, du 6 décembre 2013, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de PRENY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2003 portant institution de l'association foncière de PRENY ;
VU le courrier du 27 septembre 2013 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de PRENY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association foncière ;
VU le courrier de réponse du 14 novembre 2013 du président de l'association foncière de PRENY ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Les statuts de l'association foncière de PRENY sont adoptés d'office.

Article 2 - Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de PRENY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de PRENY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Nancy, le 6 décembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté de subdélégation de signature du 18 décembre 2013 (ordonnateur secondaire et marchés)

La Directrice Départementale de la Protection des Populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 11 OSD 12 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

ARRETE

Article 1er - En application des articles 4 et 10 de l'arrêté préfectoral N°11 OSD 12 susvisé, en mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, subdélégation est donnée à :

Mr Laurent CLAUDET directeur départemental adjoint

à l'effet de signer dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral susvisé et notamment les dispositions de l'article 9, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, en tant que responsable de l'unité opérationnelle, tant pour les dépenses que pour les recettes que pour les dépenses.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine BOURGUIGNON et de M. Laurent CLAUDET, la subdélégation est donnée aux chefs de service suivants :

Mme Anne DELEPORTE

M. Eric MOGET

Mme Hélène SADONES

Article 3 - Délégation de signature est donnée à

Emmanuelle HULMANN

Marie-Pierre MASSON

Claudie JEANNOT

à l'effet de valider les demandes d'achat dans Chorus Formulaires et d'effectuer les constats liés au service fait

Article 4 - Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et aux responsables des plateformes CHORUS dont dépend la DDPP.

Nancy, le 18 décembre 2013

La Directrice Départementale de la Protection des Populations,
Catherine BOURGUIGNON

AUTRES SERVICES

L'AUTRE CANAL

Délibération N° 095-2013 du 18 décembre 2013 - Décision modificative n°2-2013

Exposé des motifs :

Les modifications concernent une diminution budgétaire de 72 000 euros en section d'exploitation (diminution du chapitre 74 subventions) et un transfert entre chapitre de 28 420,85 euros du chapitre 012 (charges de personnel) au chapitre 68 (provision pour risques).

SECTION EXPLOITATION	Budget Primitif 2013	DM N°1 - 2013 CA 15 mars 2013	DM N°2 - 2013 CA 18 décembre 2013	BP revu au 18 décembre 2013
Chapitre 011 Charges à caractère général	1 098 577,44	36 149,07	-17 000,00	1 117 726,51
Chapitre 012 Charges de personnel et frais assimilés	1 035 852,63		-83 420,85	952 431,78
Chapitre 014 Atténuation de produits				0,00
Chapitre 65 Autres charges de gestion courante	24 979,72			24 979,72
Chapitre 66 Charges financières	0,00			0,00
Chapitre 67 Charges exceptionnelles	500,00			500,00
Chapitre 68 Dotations aux provisions	0,00		28 420,85	28 420,85
Chapitre 69 Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	7 152,80		7 152,80
Chapitre 023 Virement à la section d'investissement	19 562,04	-13 428,28		6 133,76
Chapitre 042D Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 224,72			49 224,72
Chapitre D002 Déficit d'exploitation reporté	0,00			0,00
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	2 228 696,55	29 873,59	-72 000,00	2 186 570,14
Chapitre 013 Atténuation de charges	0,00		3 000,00	3 000,00
Chapitre 70 Vente de produits, prestations de services	590 787,04			590 787,04
Chapitre 74 Subventions d'exploitation	1 617 159,51	10 806,17	-75 000,00	1 552 965,68
Chapitre 75 Autres produits de gestion courante	0,00			0,00
Chapitre 76 Produits financiers	0,00			0,00
Chapitre 77 Produits exceptionnels	16 000,00			16 000,00
Chapitre 78 Reprise sur amortissements et provisions	0,00			
Chapitre 042R Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 750,00			4 750,00
Chapitre R002 Excédent d'exploitation reporté	0,00	19 067,42		19 067,42
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	2 228 696,55	29 873,59	-72 000,00	2 186 570,14
SECTION INVESTISSEMENT	Budget Primitif 2013	DM N°1 - 2013 CA 15 mars 2013	DM N°2 - 2013 CA 18 décembre 2013	BP revu au 18 décembre 2013
Chapitre 20 Immobilisations incorporelles	3 050,00			3 050,00
Chapitre 21 Immobilisations corporelles	72 986,76			72 986,76
Chapitre 10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00			

Chapitre 13 Subventions d'investissement	4 750,00			4 750,00
Chapitre 15 Provisions pour risques et charges	0,00			0,00
Chapitre 020 Dépenses imprévues	0,00			0,00
Chapitre 040D Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00			0,00
Chapitre D001 Déficit d'investissement reporté	0,00			0,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	80 786,76	0,00	0,00	80 786,76
Chapitre 13 Subventions d'investissement	12 000,00			12 000,00
Chapitre 20 Immobilisations incorporelles	0,00			0,00
Chapitre 21 Immobilisations corporelles	0,00			0,00
Chapitre 10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00			0,00
Chapitre 28 Amortissements des immobilisations	0,00			0,00
Chapitre 021 Virement de la section d'exploitation	19 562,04	-13 428,28		6 133,76
Chapitre 040R Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 224,72			49 224,72
Chapitre R001 Excédent d'investissement reporté	0,00	13 428,28		13 428,28
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	80 786,76	0,00	0,00	80 786,76

TOTAL DEPENSES	2 309 483,31	29 873,59	-72 000,00	2 267 356,90
TOTAL RECETTES	2 309 483,31	29 873,59	-72 000,00	2 267 356,90

Décision modificative par compte - DM N°2 – 2013

Chapitre de Vote	Compte d'exécution	Service	Montant Dépense	Montant Recette
Section d'exploitation - Dépenses				
011	011-6226	Multipistes	-17 000,00	
012	012-6311	Frais Généraux	-28 420,85	
012	012-6411	Frais Généraux	-55 000,00	
042D	1511	Frais Généraux	28 420,85	
Section d'exploitation - Recettes				
013	013-6419	Frais Généraux		3 000,00
74	7461	Frais Généraux		-75 000,00
TOTAL			-72 000,00	-72 000,00

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- de valider la Décision Modificative n°2-2013

DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Étaient présents : M. Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; M. Claude-Jean ANTOINE ; M. Bertrand MASSON ; M. Dominique REPECAUD ; Mme Frédérique BOURA représentant M. Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant M. Michel ORIER ; Mme Aude MEURET ; M. Alain BROHARD.

Avaient donné procuration écrite : M. Jean-Pierre MOINAUX à M. Bertrand MASSON ; M. André ROSSINOT à M. Laurent HENART ; M. Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : M. Nacer MEDDAH à Mme Frédérique BOURA ; M. Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Étaient excusés : M. Nacer MEDDAH ; M. Raphaël BARTOLT ; M. Michel ORIER ; M. Jean-Pierre MOINAUX ; M. André ROSSINOT ; M. Frank PILCER ; Mme Anne VALTON.

Nancy le 18 décembre 2013

Le Président,
Laurent HENART

Délégation N° 096-2013 du 18 décembre 2013 – Budget primitif 2014

Exposé des motifs :

Conformément à l'article R 1431-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil d'Administration doit délibérer sur les questions relatives au fonctionnement de l'établissement et notamment sur le budget et ses modifications.

Aussi, afin de mener à bien le programme d'activités 2014, le Budget Primitif 2014 présenté ci-après, est proposé au vote.

BUDGET PRIMITIF 2014 PAR CHAPITRE EPCC L'AUTRE CANAL

SECTION EXPLOITATION	Budget Primitif 2014
Chapitre 011 Charges à caractère général	1 135 854,03
Chapitre 012 Charges de personnel et frais assimilés	1 052 961,06
Chapitre 014 Atténuation de produits	
Chapitre 65 Autres charges de gestion courante	23 023,03
Chapitre 66 Charges financières	0,00
Chapitre 67 Charges exceptionnelles	500,00
Chapitre 68 Dotations aux provisions	29 246,00
Chapitre 69 Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00
Chapitre 023 Virement à la section d'investissement	0,00
Chapitre 042D Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 224,72
Chapitre D002 Déficit d'exploitation reporté	0,00
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	2 290 808,84
Chapitre 013 Atténuation de charges	17 551,29
Chapitre 70 Vente de produits, prestations de services	612 900,43
Chapitre 74 Subventions d'exploitation	1 625 607,12
Chapitre 75 Autres produits de gestion courante	0,00
Chapitre 76 Produits financiers	0,00
Chapitre 77 Produits exceptionnels	30 000,00
Chapitre 78 Reprise sur amortissements et provisions	0,00
Chapitre 042R Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 750,00
Chapitre R002 Excédent d'exploitation reporté	0,00
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	2 290 808,84

SECTION INVESTISSEMENT	Budget Primitif 2014
Chapitre 20 Immobilisations incorporelles	3 050,00
Chapitre 21 Immobilisations corporelles	41 424,72
Chapitre 10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00
Chapitre 13 Subventions d'investissement	4 750,00
Chapitre 15 Provisions pour risques et charges	0,00

Chapitre 020 Dépenses imprévues	0,00
Chapitre 040D Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00
Chapitre D001 Déficit d'investissement reporté	0,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	49 224,72
Chapitre 13 Subventions d'investissement	0,00
Chapitre 20 Immobilisations incorporelles	0,00
Chapitre 21 Immobilisations corporelles	0,00
Chapitre 10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00
Chapitre 28 Amortissements des immobilisations	0,00
Chapitre 021 Virement de la section d'exploitation	
Chapitre 040R Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 224,72
Chapitre R001 Excédent d'investissement reporté	0,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	49 224,72
TOTAL DEPENSES	2 340 033,56
TOTAL RECETTES	2 340 033,56

Le Budget Primitif 2014 est présenté en équilibre, en Section d'exploitation et en Section d'investissement.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

1. d'approuver le Budget Primitif 2014 de l'E.P.C.C. L'Autre Canal ;
2. par chapitre de vote pour la section d'exploitation
3. par chapitre de vote pour la section d'investissement

Le Budget Primitif 2014 au format M4 est présenté détaillé en annexe.

DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Étaient présents : M. Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; M. Claude-Jean ANTOINE ; M. Bertrand MASSON ; M. Dominique REPECAUD ; Mme Frédérique BOURA représentant M. Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant M. Michel ORIER ; Mme Aude MEURET ; M. Alain BROHARD.

Avaient donné procuration écrite : M. Jean-Pierre MOINAUX à M. Bertrand MASSON ; M. André ROSSINOT à M. Laurent HENART ; M. Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : M. Nacer MEDDAH à Mme Frédérique BOURA ; M. Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Étaient excusés : M. Nacer MEDDAH ; M. Raphaël BARTOLT ; M. Michel ORIER ; M. Jean-Pierre MOINAUX ; M. André ROSSINOT ; M. Frank PILCER ; Mme Anne VALTON.

Nancy, le 18 décembre 2013

Le Président,
Laurent HENART

Délibération N° 097-2013 du 18 décembre 2013 - Contrat d'objectifs 2014-2016

Exposé des motifs :

L'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), la Région Lorraine, La Ville de Nancy constituant l'E.P.C.C. L'Autre Canal, ont fixé les orientations générales de l'établissement (délibération n° 007-2006).

Sur cette base et compte tenu des orientations présentées par Henri DIDONNA au Conseil d'Administration du 8 novembre 2013, le Contrat d'objectifs 2014-2016 sera le cadre dans lequel le Directeur proposera son projet artistique et culturel courant 2014, permettant ainsi l'intégration éventuelle des conclusions de l'inspection du Ministère en cours.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

de voter l'approbation du Contrat d'objectifs

DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Étaient présents : M. Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; M. Claude-Jean ANTOINE ; M. Bertrand MASSON ; M. Dominique REPECAUD ; Mme Frédérique BOURA représentant M. Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant M. Michel ORIER ; Mme Aude MEURET ; M. Alain BROHARD.

Avaient donné procuration écrite : M. Jean-Pierre MOINAUX à M. Bertrand MASSON ; M. André ROSSINOT à M. Laurent HENART ; M. Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : M. Nacer MEDDAH à Mme Frédérique BOURA ; M. Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Étaient excusés : M. Nacer MEDDAH ; M. Raphaël BARTOLT ; M. Michel ORIER ; M. Jean-Pierre MOINAUX ; M. André ROSSINOT ; M. Frank PILCER ; Mme Anne VALTON.

Nancy, le 18 décembre 2013

Le Président
Laurent HENART

